

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N^o

3198 *leg*

Réseau

A. L.

(Service

D^{er} N^o

3198

leg

1500

OBJET DE LA CONSULTATION

Pour avis de l'Etat

Relevé

A. L.

CHEMINS DE FER
D'ALSACE ET DE LORRAINE
Sous-DIRECTION / Région Est
3, BOULEVARD DU PRÉSIDENT WILSON
STRASBOURG

Adresse télégraphique:
FERALSOR-SECRETARIAT Strasbourg

Contentieux
N° D-C2- 3507

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

OBJET:



Ag

~~RÉPUBLIQUE FRANÇAISE~~

Strasbourg le 10 Janvier 1939

m Lp's

12-1-39

Mon cher Collègue,

Votre réf. Bureau A.G. Dossier N° 3.198 Leg.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que
par arrêt, en date du 23 décembre 1938, dont
veuillez trouver ci-joint copie, le Conseil d'Etat
a rejeté le recours que l'entrepreneur PETER avait
formé contre l'arrêté du Tribunal administratif
d'Alsace et de Lorraine du 13 juillet 1937.

Veuillez agréer, Mon cher Collègue, l'ex-
pression de mes sentiments les plus distingués et
dévoués.

Le Chef du Contentieux,

Signature

Monsieur AURENCE
Chef du Contentieux de la S.N.C.F.
45, rue St-Lazare
PARIS (9°)

N° 60.434 - Séance du 23 décembre 1938.

Le Conseil d'Etat, statuant au Contentieux, (Section du Contentieux),

Vu la requête et les mémoires ampliatifs présentés pour le sieur Peterj entrepreneur des travaux publics, demeurant à Strasbourg-Meinau, 35 rue de la Fédération, ladite requête et lesdits mémoires tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 13 Juillet 1937, par lequel le Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine a rejeté la demande d'indemnité dirigée par lui contre l'administration des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine;

.

Où Me Texier, avocat du sieur Peter et Me Cail, Avocat de la Société Nationale des chemins de fer français, en leurs observations,

Où M. Imbert, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'art. 49, paragraphe 1er, du cahier des charges pour l'exécution des travaux des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, lequel est applicable au marché dont s'agit; qu'en cas de contestation avec l'Ingénieur en chef, l'entrepreneur doit, à peine de forclusion, dans le délai maximum de trois mois à partir de la notification de la réponse de ce chef de service, adresser au Directeur un mémoire où il indique les motifs et le montant de la réclamation; que ces prescriptions

....

qui ont la portée la plus étendue, s'appliquent notamment aux réclamations présentées dans les conditions fixées par l'art. 39 du cahier des charges précité, à l'encontre des décomptes annuels ou du décompte général et définitif de l'entreprise;

Considérant qu'il résulte de l'instruction, que le sieur Peter a remis à l'ingénieur, le 21 Novembre 1931, c'est-à-dire, dans le délai imparti par l'article 39 du cahier des charges susvisé, un mémoire contenant les réserves qu'il croyait devoir formuler sur le décompte définitif; que l'Ingénieur en chef a fait connaître à l'entrepreneur, le 6 Juin 1936, qu'il proposait au Directeur le rejet partiel de sa réclamation; que le sieur Peter ne s'est pas adressé au Directeur, autorité représentant la collectivité intéressée, pour lui demander de réformer cette décision, dans le délai de trois mois, fixé par l'art. 49 susmentionné; que, par suite, c'est à bon droit que, par la décision attaquée, le Tribunal administratif a rejeté comme non recevable la demande du sieur Peter;

D E C I D E :

Article Premier

La requête susvisée du sieur Peter est rejetée;

Article 2

Les dépens devant le Conseil d'Etat sont mis à la charge du sieur Peter.

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT
AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT
& A LA COUR DE CASSATION
SUCCESEUR DE SON PÈRE

77, AVENUE HENRI-MARTIN (XVIE)
TROCADERO 29-12

PARIS, LE 9 déc. 1938

DEC 38
Cher Monsieur,

*in Roui
me parler*
Le Conseil d'Etat a appelé au-
[jourd'hui notre affaire Peter que m'avait
confiée la Sous-Direction de Strasbourg.

Je vous adresse ci-inclus, la
copie de la lettre que j'envoie à
M. Biedermann.

Votre bien dévoué.

3198⁶⁹
Tramontail

Monsieur AURENGE
Chef du Contentieux de la
S.N.C.F.
45 rue Saint-Lazare
PARIS (9°)

9 décembre 1938

Contentieux
D/C2 3507

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que notre défense au recours du sieur Peter contre l'arrêté du Tribunal Administratif de Strasbourg du 13 juillet 1937 a été appelée aujourd'hui à l'audience du Conseil d'Etat.

Les débats nous ont été favorables, M. Imbert, Commissaire du Gouvernement, ayant proposé d'adopter notre thèse.

En ce qui concerne le premier moyen soulevé par le recours, à savoir que le § 1er de l'art. 49 n'était que la suite de l'art. 48 concernant exclusivement des difficultés au cours d'entreprise, il a déclaré que les deux dispositions étaient distinctes et que l'art. 48 concernait des difficultés qui pouvaient survenir jusqu'à un an après la réception provisoire et 9 mois après le décompte définitif. L'art. 49 reproduit d'ailleurs les articles 50 et 51 des clauses et conditions générales des Ponts et Chaussées.

Le premier moyen n'est donc pas fondé.

En ce qui concerne le deuxième moyen, il posait la question de savoir si le mémoire pouvait être valablement adressé à l'ingénieur, bien que l'art. 49 précise qu'il doit être adressé au directeur. Sans doute, certaines décisions ont admis que des mémoires adressés à des personnes substituées à celles

M. BIEDERMANN
Chef du Contentieux de la
S.N.C.F. (Région Est)
3 bd du Président Wilson
STRASBOURG

.....

visées dans le texte, avaient pu valablement saisir l'Administration (31 janvier 1902. 68.- 10 février 1932. 163). Mais la jurisprudence la plus récente (Boris 25 février 1938) consacre un revirement.

Il y a bien eu dans l'espèce, des entrevues, des conversations avec le Directeur, mais ces circonstances ne peuvent pas être retenues parce qu'il ne peut en résulter que l'autorité a été régulièrement saisie.

Selon l'usage, l'affaire a été mise en délibéré. Dès que l'arrêt sera rendu, je m'empresserai de vous en faire parvenir le texte.

Votre bien dévoué.

Copie pour le Sec du Contentieux

1 Annot

28 Janvier

58

ex 31 JAN. 1938

hu

Monsieur le Ministre,

Par dépêche du 11 Janvier 1938 vous avez bien voulu me demander de vous adresser une note relative au pourvoi formé devant le Conseil d'Etat par M. PETER, entrepreneur à STRASBOURG-WEINAU, contre un arrêté du Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine en date du 13 Juillet 1937, le déboutant de la demande d'indemnité de 1.713.745^f introduite par lui contre le Réseau d'Alsace et de Lorraine à la suite de travaux de construction de la nouvelle ligne de NEUDORF à la gare de triage du Port de STRASBOURG.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint un mémoire contenant l'exposé de l'affaire et les moyens de fait et de droit invoqués à l'encontre de M. PETER.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé: GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics
(Direction Générale des Chemins de fer
et des Transports - 1^{er} Bureau).

NOTE

pour Monsieur le Directeur Général

Dès réception de la communication de Monsieur le Directeur Général, D^{on} N° D^r 27, en date du 14 Janvier, relative à l'affaire PETER, j'ai demandé à M. BINDERMANH de me faire parvenir avant le 28, une note contenant un exposé du litige en vue des observations à présenter au Conseil d'Etat.

Après un rappel téléphonique, je reçois à l'instant la lettre et la note ci-jointes de M. BINDERMANH.

Je ne suis pas en mesure de porter une appréciation sur cette note, faute de temps, en raison du délai imparti et en l'absence, par surcroît, du dossier qui se trouve entre les mains de M^o CAIL.

Ce dernier, à qui je viens de téléphoner, m'indique que son mémoire en défense sera déposé dans la huitaine, et qu'à son avis il n'y a d'ailleurs pas, en la circonstance, d'urgence particulière.

Quoiqu'il en soit, je ne vois pas d'autre solution, quant à présent, que d'envoyer au Ministère la note préparée par M. BIEDERMANN.

Ci-joint, un projet de réponse au Ministre.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français

à Monsieur le Ministre des Travaux Publics
(Direction Générale des Chemins de fer et des Transports
1^{er} Bureau)

Par dépêche du 11 Janvier 1938 vous avez bien voulu me demander de vous adresser une note relative au pourvoi formé devant le Conseil d'Etat par M. PETER, entrepreneur à Strasbourg-Meinau, contre un arrêté du Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine en date du 13 Juillet 1937, le déboutant de la demande d'indemnité de 1.713.743^f introduite par lui contre le Réseau d'Alsace et de Lorraine à la suite de travaux de construction de la nouvelle ligne de Neudorf à la gare de triage du Port de Strasbourg.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint un mémoire contenant l'exposé de l'affaire et les moyens de fait et de droit invoqués à l'encontre de M. PETER.

Sous- DIRECTION Région EST
3, BOULEVARD DU PRÉSIDENT WILSON
STRASBOURG

Adresse télégraphique: FERALSLO, Strasbourg
CONTENTIEUX

N° D/CZ 3507

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

OBJET:

Affaire PETER.

Urgent
Strasbourg, le 27 Janvier 38

Mon cher Collègue,

28 JAN 1938

Comme suite à votre lettre Bureau A.G. Doss.N°3.198
Leg. du 17 Janvier crt., et à la lettre de M.le Ministre
des Travaux Publics du 11 crt. que vous avez bien voulu
me transmettre, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint
un exposé sur l'affaire PETER qui fait l'objet d'un pour-
voi en Conseil d'Etat, formé par l'entrepreneur.

inutile

J'ai adressé précédemment le dossier de l'affaire
à notre avocat, Me CAIL, 77, Avenue Henri Martin à Paris.
Je l'invite par le même courrier à vous le communiquer
d'urgence.

Veuillez agréer, Mon Cher Collègue, l'expression
de mes sentiments les plus distingués et dévoués.

Le Chef du Contentieux,

Richard

Monsieur le Chef du Contentieux de la S.N.C.F.
45, rue St. Lazare

à P A R I S 9°

14 JANV 1938

M. Aurenge

Ly

x

17 Janvier

8

A.G.

3.198 Leg.

Mon cher Collègue,

1 Annexe

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, une lettre adressée par M. le Ministre des Travaux Publics à M. le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F., au sujet du pourvoi en Conseil d'Etat formé par M. PETER, Entrepreneur à Strasbourg-Meinau, contre un arrêté du Tribunal Administratif d'Alsace et de Lorraine du 13 juillet 1937.

Le Réseau d'Alsace et de Lorraine n'ayant pas déposé de mémoire en réponse, le Ministre prie la S.N.C.F. de lui faire parvenir, dans le moindre délai, une note exposant l'affaire et lui permettant de rédiger les observations qui lui sont demandées par le Conseil d'Etat.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire parvenir cette note, dès que possible, ainsi que les pièces du dossier.

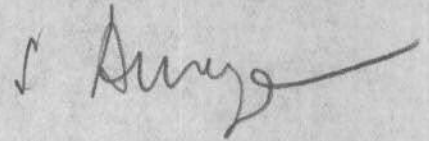
...

Monsieur BIEDERMANN
Chef du Contentieux de la S.N.C.F.
à STRASBOURG.

Je me permets d'attirer votre attention sur ce que M. le Directeur Général a demandé une réponse avant le 28 janvier au plus tard.

Veillez agréer, mon cher Collègue, l'assurance de mes sentiments les plus distingués et dévoués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. Augy', with a long horizontal flourish extending to the right.

Ministère des Travaux Publics

Paris, le 11 Janvier 1938

Direction Générale des
chemins de fer et des transports1^{er} BureauLigne de Graffenstaden
au Port de StrasbourgSection de Neudorf-gare de
triage du port de StrasbourgPourvoi Peter contre arrêté
du tribunal administratif
d'Alsace et de Lorraine,
en date du 13 juillet 1937

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la Société Nationale
des Chemins de fer Français(Région de l'Est - Sous-Direction d'Alsace et
de Lorraine).

Le Conseil d'Etat vient de me communiquer, pour observations, le dossier d'un pourvoi formé par M. PETER, entrepreneur à Strasbourg-Meinau, contre un arrêté du tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine, en date du 13 juillet 1937, le déboutant d'une demande d'indemnité de 1.713.743 frs, en principal, qu'il avait présentée contre le Réseau des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine pour travaux de construction de la nouvelle ligne de chemin de fer de Neudorf à la gare de triage du Port de Strasbourg.

Le Réseau n'ayant pas adressé de mémoire en réponse, je vous prie de me faire parvenir, dans le moindre délai et au plus tard le 1^{er} février 1938, un exposé de l'affaire me permettant de satisfaire à la demande du Conseil d'Etat.

Pour le Ministre et par autorisation :

LE CONSEILLER D'ETAT,
DIRECTEUR GENERAL DES CHEMINS DE FER
ET DES TRANSPORTS,

Signature.

A.G. 3.198 Leg .

*A tout
d'un coup*

Mon Cher Collègue ,

J'ai l'honneur de vous adresser , sous ce pli , une lettre adressée par M. le Ministre des Travaux Publics à Mr le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. , au sujet du pourvoi en Conseil d'Etat formé par M. PETER, Entrepreneur à Strasbourg-Meinau contre un arrêté du Tribunal Administratif d'Alsace et de Lorraine du 13 Juillet 1937 .

Le Réseau d'Alsace et de Lorraine n'ayant pas déposé de mémoire en réponse , le Ministre prie la S.N.C.F. de lui faire parvenir, ^{dans le moindre délai} ~~de toute urgence~~, une note exposant l'affaire *et lui permettant* +

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire parvenir cette note , dès que possible , ainsi que les pièces du dossier .

Je me permets d'attirer votre attention sur ce que Mr le Directeur Général a demandé une réponse avant le 28 Janvier au plus tard ,

Veillez agréer , Mon Cher Collègue , l'assurance de mes sentiments les plus distingués et dévoués .

Mr BIEDERMANN,

*Chef du Contentieux de
la SNCF à Strasbourg*

I Annexe .

+
*de rédiger les observations
qui lui sont demandées
par le Conseil d'Etat*